

1

2

UN COMMUNISME DE CONQUETES

3

PREAMBULE

4

OBJECTIF DU CONGRES

5

6 *[Fourni au conseil national]*

PARTIE I

LE MOMENT HISTORIQUE : UNE CRISE SYSTEMIQUE DU CAPITALISME

1.1 Un capitalisme qui se reconfigure

Nous traversons un moment de basculement historique, marqué par la fin de la globalisation néolibérale construite depuis les années 1990, dont l'échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. La situation actuelle ne correspond pas seulement à la suite des crises précédentes. Avec l'épuisement du modèle néolibéral fondé sur la concurrence entre les peuples, le dumping social et environnemental, la financiarisation et la marchandisation du monde, le capitalisme connaît une nouvelle étape de sa crise, systémique : crise économique durable, sociale (inégalités sans précédent dans l'histoire de l'humanité), écologique (prédation généralisée), démocratique.

Les nouvelles modalités d'accumulation qui s'esquissent recèlent des contradictions. Les délocalisations ont conduit à la destruction des bases productives aux États-Unis et en Europe, avec le déplacement massif des lieux de production industrielle vers l'Asie, et au premier chef vers la Chine, mais aussi dans d'autres zones comme l'Europe de l'Est ou le Maghreb par exemple. Dans ce monde multipolaire, les nouvelles puissances régionales, voire mondiales, sont hétérogènes, les unes contestent les puissances impérialistes quand d'autres s'affirment dans leur giron.

Les volontés de dédollarisation se développent, menaçant la prédominance étatsunienne. Ces volontés expriment les aspirations de ces États à faire leurs propres choix, contre la limitation au rôle que l'impérialisme veut assigner à chacun de ces pays dans la production mondialisée, contre les contraintes financières et les accords imposés. Ces puissances nouvelles, particulièrement les BRICS, déploient leur diplomatie, développent des coopérations, entre solidarité et tentations impérialistes. Leurs économies combinent des formes archaïques et modernes d'exploitation mais aussi des progrès des conditions d'existence et du niveau de vie.

Les tentatives de relocalisation aux États-Unis de secteurs stratégiques (IA, bio-tech, semi-conducteurs) ne suffisent pas à surmonter la crise, pas plus que l'emprise exercée sur les brevets et la propriété intellectuelle. Le trumpisme met en lumière une dynamique d'appropriation de l'État par la classe capitaliste elle-même, dans le but de servir directement ses intérêts et d'accroître ses moyens de répression : c'est à la fois plus brutal pour les travailleurs, mais cela rend bien plus lisible les objectifs des politiques conduites. L'État, comme toutes les institutions, est de façon renouvelée un enjeu de l'affrontement entre les logiques d'emprise du capital sur la société et des forces qui veulent s'en affranchir.

42 Face à l'essor des BRICS, des nouvelles puissances régionales et face à l'épuisement des
43 marges de croissance, l'impérialisme se reconfigure. La nouvelle politique étatsunienne vise
44 à combattre les velléités de souveraineté et à défendre et à accentuer l'hégémonie du dollar,
45 ainsi que de certaines cryptomonnaies contrôlées par les États-Unis. Une fraction des classes
46 dirigeantes agit alors pour faire céder par la contrainte l'ensemble des rapports de pouvoir
47 géopolitiques et des rapports de force entre classes établies au XXe siècle : attaques contre le
48 droit international, pression économique, retrait de tous les engagements climatiques et de
49 coopérations scientifiques (OMS), nouvelles technologies au service de l'imposition et du
50 contrôle... Désormais, le recours banalisé à la guerre devient un instrument pour réimposer
51 une forme de suprématie politique, relancer l'accumulation du capital et ouvrir une nouvelle
52 phase expansive fondée sur le contrôle des lieux de production ainsi que des circuits
53 commerciaux, énergétiques et numériques.

54 Au niveau mondial, incapable désormais de produire un progrès matériel partagé ou un
55 horizon désirable pour la majorité, la classe capitaliste ne parvient plus à universaliser ses
56 intérêts. Le trumpisme constitue une réponse autoritaire à la contestation de l'hégémonie
57 états-unienne. La violence de la réaction est extrême, au mépris de toutes les règles de droit
58 international, mais elle fait tomber le masque : l'intérêt du capital étasunien apparaît plus
59 clairement. C'est lui qui conduit à s'appuyer sur l'extrême droite au nom de la seule loi du
60 plus fort sans se préoccuper de l'intérêt des peuples et du droit.

61 Il en va ainsi de l'agression du Venezuela et de l'enlèvement de son président, du
62 déclenchement sans mandat de l'ONU de la guerre au Moyen-Orient, de l'attaque contre Cuba,
63 des menaces sur le Groenland, le Canada, le Mexique, la Colombie... Nous sommes entrés dans
64 une phase de reconfiguration de l'ordre mondial. En proposant une instance concurrente de
65 l'ONU fondée sur la force et l'argent, et en retirant les États-Unis de 66 organisations
66 internationales, Donald Trump cherche à dynamiter toute forme de multilatéralisme.

67 Les autres pays occidentaux, dont la France, tentent également de maintenir leur domination
68 sur différentes parties du monde, alors même que toutes leurs tentatives impérialistes de la
69 période précédente se sont soldées par des échecs qui entraînent leurs alliés.

70 L'objectif immédiat de cet impérialisme est, d'une part, d'accroître la soumission de l'Europe
71 à l'unilatéralisme trumpiste, tout en renforçant le contrôle des hydrocarbures, des ressources
72 et des circulations au Moyen-Orient et en Afrique et, d'autre part, d'éradiquer toute forme de
73 contestation sur le continent américain, avec Cuba et le Brésil particulièrement visés. Cette
74 phase n'est cependant qu'un préalable : elle vise à préparer une concentration future des
75 efforts sur la rivalité avec l'Asie et plus spécifiquement avec la Chine.

76 La construction capitaliste européenne, telle qu'elle est définie depuis ses « pères fondateurs
77 », depuis l'acte unique européen et dans les traités européens, est dans une situation de crise
78 structurelle et d'impasse historique. Les règles néolibérales qui en constituent le fondement
79 sont incapables de prendre en compte la recomposition du monde qui se dessine. Le
80 bouleversement des équilibres internes crée des tensions nouvelles. La classe capitaliste est
81 encore plus divisée qu'auparavant et n'a plus de projet européen global et cohérent. Les

institutions européennes, travaillent à faire prendre des décisions contre l'intérêt des peuples, privilégiant certaines fractions des classes dirigeantes de certains pays selon les questions (notamment l'industrie et l'économie allemande, comme en témoigne l'accord du Mercosur). Dans une période d'échec du projet néolibéral européen, les institutions européennes mènent une politique renforcée de vassalisation envers le capitalisme étatsunien et l'OTAN dans les domaines industriels, commerciaux et militaires. Elles essaient de reconstituer l'unité des classes dirigeantes sur la militarisation de l'économie, dont témoigne la hausse des chiffres d'affaires de l'industrie militaire. Les institutions européennes s'engagent dans une nouvelle étape de fédéralisation au détriment de la souveraineté des peuples et de la législation européenne existante.

À force de renoncement, la France a perdu sa capacité d'initiative diplomatique en faveur de la paix et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tandis que des convergences et des alliances d'extrême droite se constituent sous nos yeux, que les replis identitaires et le terrorisme avancent, l'aspiration des peuples à la justice sociale, à la souveraineté et à l'émancipation n'a pas disparu. En Palestine, en Iran, au Rojava, à Cuba... des résistances et des mobilisations populaires se déploient. Elles portent en elles les germes d'un monde fraternel, libéré du colonialisme, de l'impérialisme et de l'extrémisme religieux.

Le monde fait face à deux périls imminents : d'une part le risque d'une guerre impliquant un arsenal nucléaire capable de détruire une partie de l'humanité en la plongeant dans un hiver nucléaire, et d'autre part l'effondrement des écosystèmes dont dépend la survie des êtres humains. Ces menaces doivent être prises très au sérieux et marquent la gravité du moment historique.

Lors de son 39e Congrès, le PCF a réaffirmé sa volonté d'affronter les grands défis environnementaux que sont la crise de la biodiversité, les menaces sur le climat et celles que font peser l'épuisement des ressources et les pollutions globales. Aujourd'hui l'heure est à la course aux armements et aux replis nationalistes reléguant au second plan ces grands enjeux, à rebours de la nécessaire coopération internationale et d'un climat de paix. Cependant, dans un monde confronté à un changement climatique, avec un réchauffement global de +1,3°C, dont les conséquences se ressentent partout dans le monde, et face aux défis spécifiques que pose l'anthropocène et la prise en compte des limites planétaires, la conscience de l'unicité de notre planète progresse dans la société.

Si la course folle au profit, source de gaspillage et d'inefficacité, est un des obstacles majeurs à la résolution de ces problèmes, les défis industriels, scientifiques et d'organisation sociale restent entiers au-delà du nécessaire dépassement du capitalisme. Les communistes agissent pour un renversement des logiques à l'œuvre en faveur de la réponse aux besoins humains, de la planification écologique et de la coopération internationale

Le changement climatique est un défi de civilisation incompatible avec le fonctionnement prédateur du système capitaliste. L'habitabilité de notre planète, l'avenir de l'Humanité et du

121 vivant sont en jeu. Face à ce défi, la course folle au profit, source de gaspillage et d'inefficacité,
122 est un des obstacles aux changements nécessaires.

123 **1.2 La France à l'épreuve de la désindustrialisation**

124 Les dirigeants politiques et la classe capitaliste du pays font le choix de se résigner et
125 d'accompagner l'escalade guerrière de l'impérialisme étasunien. Ils sont pris entre leur
126 logique de vassalité et leur besoin de dégager des marges. Ils sacrifient le développement de
127 la France, son rayonnement international, un projet d'avenir commun désirable et partagé
128 pour notre peuple permettant de faire nation. Notre pays s'enfonce donc dans une crise
129 économique, démocratique et sociale profonde jusqu'à perdre confiance dans l'avenir.

130 La désindustrialisation est au cœur de la crise française. Le pays peine à se réveiller du
131 cauchemar de la société post-industrielle. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB
132 de la France est désormais une des plus basses d'Europe, avec 10% quand la moyenne
133 européenne est de 16%. Nos secteurs stratégiques ont été méthodiquement démantelés et la
134 crise pandémique témoigne de nos difficultés à répondre aux besoins de la population. En
135 sacrifiant des filières entières pour maintenir leurs profits, les grands groupes industriels,
136 financiers et bancaires mettent en danger notre souveraineté dans des secteurs stratégiques
137 comme l'alimentation, la sidérurgie, l'énergie, la chimie et le médicament, la défense, le
138 numérique. Nous ne parviendrons pas à répondre aux défis sociaux, économiques et
139 environnementaux dans un pays où seules deux des dix voitures les plus vendues en France
140 sont assemblées sur le territoire national, où 92% des appareils électroniques, 87% des
141 vêtements et 78% des médicaments sont produits à l'étranger.

142 Le choix de la désindustrialisation au bénéfice de la financiarisation aggrave notre empreinte
143 carbone et entraîne la perte de savoir-faire, le recul du travail productif et la baisse du niveau
144 de vie, la diminution de la production de valeurs et donc de services publics menacés par les
145 marchés financiers. Ce sont des filières entières de formation qui sont menacées.

146 Le patronat français est un des plus extraverti d'Europe : 62% des emplois des grandes
147 entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38% pour l'Allemagne et
148 28% pour l'Italie. Le patronat français continue d'organiser le grand déménagement de nos
149 emplois et de nos industries. Pourtant, les entreprises continuent d'être abreuvées d'argent
150 public sans contreparties, sans conditions vertueuses, sans contrôle. Voilà comment la France
151 est devenue championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires.

152 Les conséquences sont claires : les inégalités se maintiennent voire s'aggravent. Inégalités de
153 revenus entre cadres supérieurs et ouvriers/employés, entre les femmes et les hommes,
154 inégalités d'espérance de vie entre les cadres supérieurs et les ouvriers. Les inégalités
155 scolaires s'aggravent concernant l'accès à l'enseignement supérieur. Les inégalités de
156 patrimoine continuent de se creuser : les 10% des ménages les plus fortunés possèdent à eux
157 seuls 47% de l'ensemble du patrimoine des ménages, ils en possédaient 41% en 2010.

158 Crise économique et sociale, inégalités croissantes, multiplication de conflits internationaux
159 toujours plus violents nourrissent le ressentiment, la perte de confiance dans nos institutions,

les divisions populaires, qui sont par ailleurs travaillées et instrumentalisées par les forces d'extrême droite et populistes.

1.3 Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe

En s'entêtant à servir les puissances d'argent jusqu'à sa mort politique, le pouvoir Macron a ouvert une crise de régime inédite. Elle place l'extrême droite en solution de recours autoritaire pour certaines fractions de la bourgeoisie française.

En 2024, le Nouveau Front populaire a permis un sursaut républicain. Cela a empêché l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans arrêter pour autant sa progression électorale et idéologique, ni parvenir à imposer à Emmanuel Macron un gouvernement de gauche et une autre politique.

La succession de gouvernements, 49.3, motions de censure, sans qu'apparaisse une issue parlementaire, mine la confiance dans la représentation politique. Les institutions de la Ve République sont à bout de souffle.

La crainte face à l'avenir, le recul du sentiment partagé d'appartenance à une communauté nationale, la sensation d'abandon des classes populaires, concourent au recul de l'universalisme républicain et à la montée des replis identitaires.

Le déclassement social et international de notre pays a jusqu'ici affaibli les solidarités, généré du fatalisme et du repli. Les politiques conduites par les gouvernements et les entreprises ont creusé les divisions entre les travailleurs. Elles opposent les chômeurs aux précaires, les statutaires soumis à l'intensification du travail aux travailleurs fragmentés en petites unités, les salariés des sous-traitants à ceux des donneurs d'ordres, ceux de la production à ceux de la distribution, ou encore les employés du public à ceux du privé. Ces clivages s'étendent aussi entre les générations d'actifs, selon leur niveau de diplôme ou leur reconnaissance professionnelle. Les sur-exploitations fondées sur des critères sexistes et racistes servent à exercer une pression à la baisse sur les salaires et l'emploi de l'ensemble des travailleurs. À cela s'ajoutent l'individualisation des objectifs et des qualifications, ainsi que la généralisation du management algorithmique, qui achèvent de morceler le monde du travail.

En affaiblissant la conscience de classe, ces politiques économiques et sociales ont alimenté directement l'extrême droite, qui pointe ces divisions non pas pour les dépasser, mais pour désigner des boucs-émissaires et protéger la classe capitaliste. Cela peut conduire à des tentations de repli chauviniste en France, en espérant qu'un pouvoir autoritaire protège : c'est non seulement vain dans une économie mondialisée, mais ce sont les mêmes nationalistes d'extrême-droite qui sont les serviteurs du trumpisme.

Le Rassemblement national profite pleinement de cette situation. Il se présente comme seul défenseur des catégories populaires. En réalité, il porte, en direction de la bourgeoisie, une solution autoritaire de sortie de la crise française. Pour le seul bénéfice du capital, son discours raciste et suprémaciste oppose entre eux les différents secteurs du monde du travail.

198 Ses propositions tournent le dos aux urgences sociales comme aux exigences de la transition
199 écologique. Sa conception identitaire de la nation représente un changement de régime, un
200 grave danger pour la République. S'il l'emportait en 2027, il chercherait immédiatement à
201 faire adopter un projet de révision constitutionnelle instaurant la "préférence nationale",
202 imposant à notre pays un système de ségrégation ethnique.

203 Pour livrer ces assauts, le capital s'est appuyé sur les gouvernements de droite. Mais ceux
204 dirigés par le PS ont, eux aussi, joué des mécanismes de division des travailleurs à l'appui des
205 politiques de l'Europe capitaliste pour imposer des attaques sans précédent contre les
206 travailleurs notamment avec le cycle de lois "travail" initiés avec El Khomri – sous Hollande,
207 et prolongés sous Macron. Le PS demeure prisonnier d'une politique qui refuse de rompre
208 clairement avec ce passif, au nom d'un pseudo-réalisme économique et de la crédibilité
209 institutionnelle, une logique plus intenable que jamais dans la nouvelle étape de la crise du
210 capitalisme. Or, c'est le point cardinal du défi de la gauche, c'est seulement sur des
211 perspectives transformatrices et sur sa reconstruction au service du monde du travail et des
212 catégories populaires qu'elle peut vaincre. Le PS s'y refuse.

213 Les Écologistes se heurtent à une difficulté du même ordre. Leur projet, aujourd'hui, laisse
214 largement le champ libre à des politiques capitalistes faute d'assumer une rupture nette. Ils
215 restent en effet pris en étau entre, d'un côté, une perspective décroissante instrumentalisée
216 en exigence dogmatique, de l'autre, un modèle d'adaptation de l'écologie au capitalisme. Dans
217 les deux cas, ils s'éloignent d'une perspective d'émancipation en multipliant les injonctions
218 individuelles et les postures moralisatrices.

219 Concentrant sa stratégie sur un leader s'adressant à des affects très hétérogènes dans une
220 société atomisée, la France insoumise est parvenue, de son côté, à susciter une mobilisation
221 importante d'une partie de la jeunesse et des catégories populaires. Son objectif est d'agréger
222 des demandes diverses, comme autant de parts de marché électorales, en un "peuple" opposé
223 à une "élite" désignée comme responsable des maux sociaux. En donnant la priorité aux
224 affects plutôt qu'à la reconstruction d'une conscience de classe, en concentrant son
225 intervention sur les grands centres urbains et un certain nombre de quartiers populaires, elle
226 ignore les attentes d'autres territoires populaires. En conjuguant cette stratégie avec un
227 discours communautariste au nom de l'affirmation d'une « nouvelle France », avec des
228 outrances flirtant parfois avec l'antisémitisme, la France insoumise conduit une politique qui
229 divise tous ceux et toutes celles qu'il faudrait unir dans le combat pour le dépassement du
230 capitalisme. Cette dynamique s'appuie sur l'affaiblissement historique du mouvement
231 ouvrier organisé et des forces de gauche. Si elle a jusqu'ici permis au mouvement "insoumis"
232 de se constituer un socle électoral significatif, elle ne garantit ni la cohérence ni la radicalité
233 des mesures envisagées pour affronter et remettre en cause la domination du capital. La
234 stratégie de LFI constitue aujourd'hui un obstacle au rassemblement de notre classe et à
235 l'édification d'une dynamique majoritaire en capacité d'inverser le rapport de force,
236 condition indispensable pour faire face à la progression de l'extrême-droite et ouvrir un
237 chemin d'espoir.

238 Ces différentes forces portent une conception verticale du changement largement déléguée à
239 des représentants institutionnels, en particulier à la figure présidentielle, en décrédibilisant
240 les possibilités transformatrices de l'implication populaire. Elles privilégient la seule
241 conquête électorale de l'appareil d'État, sans penser la conquête du pouvoir sur la production
242 et l'affranchissement de la société de l'emprise du capital. En demeurant prisonnière de ces
243 deux seules offres politiques, qui entretiennent les divisions entre travailleurs, la gauche
244 restera structurellement minoritaire, en rupture avec sa base sociale historique.

245 Ce d'autant que le mouvement social a été puissant ces dernières années sous des formes
246 diverses. Bien sûr il s'est heurté à des oppositions patronales et politiques féroces. Il a
247 cependant permis l'expression dans l'action de l'affrontement de classe avec des victoires sur
248 les salaires dans de nombreuses entreprises ou encore un mouvement sur les retraites
249 devenu majoritaire dans le pays. S'il n'a pas empêché la réforme, il a définitivement mis en
250 minorité le pouvoir Macron. Il a contribué à la prise de conscience populaire de droits à
251 défendre et caractérisé le pouvoir d'agir d'une classe en soi.

252 Face à cela, le pouvoir politique, à l'appui des puissances d'argent, a réagi par la coercition
253 depuis les lois "travail", avec une répression syndicale d'une ampleur inédite : la seule CGT
254 comptabilise un millier de syndicalistes menacés par la justice ou le patronat, jusqu'à ses
255 premiers dirigeants et la secrétaire générale elle-même jetée devant les tribunaux par une
256 organisation patronale.

257 Le PCF réaffirme le rôle incontournable des luttes dans la construction d'une majorité
258 populaire agissante et la nécessité d'un travail complémentaire des organisations syndicales
259 et politiques dans le respect du rôle et de la souveraineté de chacun. Les obstacles rencontrés
260 par le mouvement syndical comme l'affaiblissement du PCF participent des difficultés à faire
261 gagner un projet politique révolutionnaire porté en commun contre la classe capitaliste.

262 Pour les forces de gauche, l'enjeu n'est pas de se partager une part du marché électoral
263 plafonnant à 30%. Il s'agit avant tout de reconstruire une base sociale solide. Cela passe par
264 deux actions essentielles : rendre visibles et compréhensibles les intérêts opposés entre les
265 travailleurs et la classe capitaliste ; construire des convergences et forger une conscience de
266 classe entre les différentes catégories de travailleurs. C'est une nécessité de reconstruire un
267 projet politique, articulant les enjeux du monde du travail, de l'environnement et des progrès
268 scientifiques et technologiques, capable de parler à la majorité sociale ayant un intérêt
269 commun, de proposer une perspective de transformation crédible, progressiste.

270 Sans ce travail de fond, toute recomposition restera fragile et incapable de disputer le pouvoir
271 à la droite et à l'extrême droite lors des échéances de 2027 et au-delà. Le risque auquel nous
272 faisons face, ce n'est pas seulement la victoire de l'extrême droite et l'échec de la gauche en
273 2027 mais sa marginalisation durable dans le champ politique.

1.4. Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleurs

Un espace politique s'ouvre : le PCF doit y jouer un rôle décisif.

Depuis les deux derniers congrès, beaucoup de travail a été accompli, le PCF s'est de nouveau rendu visible, en remettant la question de l'emploi et du travail dans le débat, en révélant le scandale des 211 Mds € d'aides publiques aux entreprises, en faisant entendre une autre voix sur les questions internationales, en formulant grâce aux livrets thématiques des positions innovantes sur les grandes questions se posant à la société, dont les questions écologiques avec le "plan climat". Cette visibilité retrouvée ne nous a pas permis de réaliser une percée politique. Aujourd'hui, la situation exige que nous passions à une nouvelle étape pour peser davantage sur le débat public. Ce qui suppose de cibler des priorités sur lesquelles les citoyens nous accorderont leur confiance et leur adhésion.

La construction de combats unitaires doit être une priorité. Si nos adversaires s'emploient à fragmenter le salariat, à opposer les catégories populaires entre elles et à dissoudre la conscience de classe, les transformations du travail font aussi émerger de nouvelles convergences. Ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, subissent, à des degrés divers, la même domination, faite d'exploitation, de précarisation, de perte de sens du travail et de dépossession des choix sur la production. Cette réalité oblige le PCF à engager un travail de fond sur les recompositions des structures de classe : les qualifier, les définir, leur donner un sens politique, autrement dit les repenser concrètement. Le 40e Congrès donne mandat au conseil national pour mener ce travail afin de reconstruire des repères communs, des intérêts partagés et une perspective collective.

Pour y parvenir, le PCF fait de la politisation de la lutte des classes une priorité. En tissant des solidarités concrètes et en permettant la construction d'une identité collective, il s'agit de répondre aux aspirations populaires en démontrant la nécessité de défendre des intérêts de classe. Cela suppose des transformations révolutionnaires, amplifiant l'intervention populaire, l'organisation et la réimplantation du PCF dans les entreprises, les territoires et les institutions. C'est par cette dynamique que s'ouvrira la voie de la conquête des pouvoirs et du dépassement du capitalisme.

PARTIE II

LA PAIX, LE TRAVAIL ET LA REPUBLIQUE AU CŒUR DU PROJET COMMUNISTE

2.1 Le parti pris de la paix et des coopérations internationales

Alors que l'impérialisme emmène la planète vers une possible guerre généralisée, les derniers gouvernements ont accéléré la soumission de la France à l'OTAN, bras armé des USA, et ont suivi en cela les impasses de la construction capitaliste et atlantiste de l'Union européenne.

Les classes dirigeantes françaises s'inscrivent dans des logiques de guerre et de militarisation de l'économie qui piétinent le droit international, prolongent les évolutions contemporaines du capitalisme et entraînent la France vers une confrontation globale meurtrière.

Le PCF défend une politique indépendante et souveraine de paix, sur la base du droit international et de la charte des Nations Unies, au service de la construction d'un nouvel ordre du monde, de peuples et de nations souverains et associés. Les aspirations qui émanent des peuples du "Sud global", de pays des BRICS, de la CELAC (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) ou de l'Union africaine, en faveur du multilatéralisme et contre l'hégémonie du dollar sont des bases pour agir.

Une politique de paix ne signifie pas uniquement une absence de guerre, mais une action politique pour la résolution des causes des conflits et des crises internationales qu'elles soient politiques, économiques, sociales, climatiques. Ce n'est pas une politique de capitulation, mais une action résolue de la France en faveur de l'émancipation, de la souveraineté démocratique des peuples et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Cela implique le refus des ingérences extérieures qui remettraient en cause leurs aspirations et la reconstruction d'une politique indépendante de défense nationale et populaire. C'est une action pour la culture de paix afin de prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes par la négociation et de renforcer la culture de paix par l'éducation, le respect des droits humains, le développement économique et social partagé, l'égalité femmes-hommes, la participation démocratique, la liberté d'information et de communication.

Le PCF porte l'exigence que la France reprenne en mains ses moyens d'actions indépendants :

- Par la sortie immédiate du commandement intégré de l'OTAN, première étape vers la sortie et la dissolution de celle-ci et de la construction d'un espace de sécurité collective européen, de l'Atlantique à l'Oural, dans l'esprit d'Helsinki.
- Par la remise en cause des traités européens et de la logique capitaliste de la construction de l'UE dans la perspective de la construction d'une Europe de peuples

et de nations libres, souverains et associés. Cela implique notamment de rechercher des coopérations à géométrie choisie au sein desquelles les peuples décident en toute souveraineté, dans le cadre national, des projets qu'ils nouent entre eux, que ce soit dans les domaines industriel, climatique ou d'alignement des droits sociaux et démocratiques sur le mieux-disant. La bataille pour y parvenir implique la redirection de la création monétaire de la BCE au bénéfice vers un fonds de développement économique, social et écologique européen. Cela implique de se donner pour objectif de reconquérir notre représentation au Parlement européen lors des élections européennes de 2029.

- Par la reconstruction d'une politique et d'un outil de défense nationale et populaire indépendante, placée sous contrôle exclusif du Parlement et du peuple. Il s'agit de construire un nouveau lien entre l'armée et la nation. Il est urgent de cesser le démantèlement des industries stratégiques massivement privatisées et vendues à la découpe. Le PCF appelle à la reconstruction d'une base industrielle et technologique de défense sous contrôle de la nation, fondée sur la dualité des activités civiles et militaires, constituée autour d'un pôle public de défense, auxquelles pourront s'adosser les TPE et PME dans des collaborations mutuellement avantageuses. Les besoins capacitaires et budgétaires alloués aux armées doivent être réorientés exclusivement vers les besoins de la défense nationale. Ils ne peuvent pas être utilisés comme prétexte pour mener une politique renforcée d'austérité de démantèlement des droits sociaux, des services publics et de reculs écologiques. Le PCF appelle à l'ouverture d'un débat sur un service national modernisé et sur la réserve, répondant aux enjeux contemporains de la sécurité de la France et de la sécurité globale. Face à la fédéralisation des politiques de défense et nucléaires en Europe, le PCF défend la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux de coopération répondant aux intérêts communs des peuples européens.

Cette politique souveraine est le moyen de rebâtir une politique de paix et de coopérations internationales :

- Par le développement d'une action politique et diplomatique pour résoudre les causes des conflits, sur la base du droit international. C'est notamment le cas en Ukraine, pour mettre fin à la guerre à grande échelle déclenchée par le régime au pouvoir en Russie, et pour faire cesser l'interventionnisme de l'OTAN en Ukraine, sur la base de l'indépendance et de la neutralité du pays. C'est aussi le cas au Proche et au Moyen-Orient, pour mettre en application la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël et agir pour la création d'une zone sans arme nucléaire ni arme de destruction massive.
- Par une politique nouvelle envers le continent africain, d'égal à égal, rompant avec les vestiges du néo-colonialisme de la "Françafrique" remise en cause par l'exigence des peuples de voir respecter leur souveraineté dans tous les domaines, alors que l'impérialisme français arrive à une fin de cycle. Les accords de défense doivent être renégociés sur cette base. Le franc CFA/Eco doit être démantelé en faveur d'une

monnaie pleinement souveraine. L'espace méditerranéen doit être un espace de paix et de coopération, sans intervention impérialiste extérieure ni ambition néocoloniale, pour les droits des migrants fondés sur le droit international, pour sauver la Méditerranée de la crise climatique, pour une résolution des conflits fondés sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les principes de sécurité collective.

- Par une action pour remettre l'ONU et ses agences au centre des relations internationales et par la réforme de l'Organisation, il s'agit de faire correspondre son fonctionnement aux recompositions mondiales, et d'en revenir aux principes de la conférence de San Francisco. Les objectifs de développement durable de l'ONU doivent faire l'objet d'engagements internationaux nouveaux pour être pleinement réalisés. Comme membre permanent du Conseil de sécurité, la France doit y jouer un rôle essentiel.
- Par la défense de l'action Bureau International du Travail et de la charte de Philadelphie.
- Par la défense de l'accord de Paris sur le climat.
- Par la relance de négociations pour un désarmement global, multilatéral et négocié, en premier lieu dans le domaine nucléaire. La France doit siéger comme observatrice au traité TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) et respecter ses engagements pris dans le cadre du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires).
- Par la réforme des institutions financières internationales, l'encouragement aux processus de dédollarisation, pour la construction d'une monnaie commune mondiale, et la réorientation de la création monétaire des banques et banques centrales vers le développement, la préservation de la planète et l'émancipation de toutes et tous. En ce sens, le PCF soutient l'appel "Pour une révolution des financements internationaux pour le climat", lancé depuis Belém (Brésil) en novembre 2025.

2.2 Le parti pris de la République refondée

Dix ans de macronisme ont profondément aggravé la crise de la démocratie dans notre pays. La crise de régime ouverte avec l'agonie de celui-ci, l'atrophie de la vie publique approfondie par une V^e République à bout de souffle, la défiance d'une large partie de la société envers la politique, le creusement sans fin des inégalités engendrées par les politiques néolibérales, nourrissent la montée de l'extrême droite, les violences de groupes fascistes ou néonazis, les offensives des fondamentalismes religieux contre les principes de la République, les replis identitaires et obscurantistes, les menées racistes et antisémites. C'est la République elle-même qui s'en retrouve en grand danger.

L'aspiration à une démocratie renouvelée ne s'en exprime pas moins à l'occasion de toutes les mobilisations et de tous les scrutins. L'heure est à une refondation républicaine de la France.

417 **2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale**

418 La République pour laquelle militent les communistes doit redevenir pleinement
419 démocratique, laïque, universaliste. Elle vise à “pousser jusqu'au bout” les principes édictés
420 par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait “éclore l'idée
421 communiste”. Elle entend s'appuyer sur sa conception de la nation, définie comme
422 communauté politique des citoyens et des citoyennes, qui récusé toute référence ethnique ou
423 filiation religieuse telles qu'il en existe ailleurs en Europe ou dans le monde. Elle revendique
424 l'héritage des grandes révolutions françaises qui ont affirmé l'égalité des droits, la
425 souveraineté populaire et l'universalité de la citoyenneté contre les privilèges : de 1789 et la
426 Commune de Paris jusqu'au Front populaire et à la Résistance, ces combats ont posé les
427 fondements d'une République conçue comme un projet d'émancipation humaine.

428 Ce combat républicain est un combat de classe car la République ne peut devenir pleinement
429 démocratique et sociale sans remettre en cause la domination du capital sur le travail.

430 Redonner du sens à la démocratie, c'est permettre au peuple et à la nation de conquérir leur
431 entière souveraineté dans des institutions nouvelles. C'est défendre et étendre les libertés
432 publiques aujourd'hui menacées, rapprocher les citoyens et les citoyennes des lieux de
433 décision, promouvoir le pluralisme des idées et de la culture, garantir l'indépendance des
434 médias face aux entreprises de concentration à l'œuvre. C'est assurer la sécurité des
435 populations tout en les prémunissant de toute dérive liberticide.

436 Réaffirmer l'engagement laïque de la République, c'est faire respecter scrupuleusement la
437 séparation des Églises et de l'État, préserver la société des dérives communautaristes,
438 défendre la liberté de conscience qui garantit que chacune et chacun puisse accéder à une
439 pleine citoyenneté. C'est également concourir à l'unité du monde du travail contre tout ce qui
440 le divise.

441 Proclamer l'universalité des droits humains, c'est refuser les tentatives réactionnaires de les
442 limiter et de les hiérarchiser en fonction de l'origine, du sexe, des héritages culturels. C'est
443 agir pour l'égalité réelle entre toutes et tous, ce qui suppose en premier lieu d'œuvrer à la
444 révolution féministe sans laquelle aucune grande avancée des droits universels ne sera
445 possible.

446 Rendre sociale la République, c'est lui permettre de concourir à l'émancipation humaine, c'est
447 permettre aux hommes et aux femmes de se libérer de l'exploitation comme de toutes les
448 formes d'aliénation sociale. C'est donner à tous et toutes les moyens de remettre en cause la
449 domination du capital, de contrôler les choix faits en leur nom et d'en décider, à la cité comme
450 sur les lieux de travail, grâce à la conquête de nouveaux pouvoirs.

451 **2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire**

452 Notre système institutionnel ne répond plus aux exigences de notre temps. La Ve République
453 s'est progressivement enfermée dans un présidentielisme qui marginalise le Parlement et
454 éloigne les citoyennes et les citoyens des décisions.

455 Le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002 ont renforcé cette
456 personnalisation du pouvoir. Le Parlement, pourtant dépositaire de la souveraineté
457 nationale, est trop souvent réduit à entériner les choix de l'exécutif, sous la contrainte du 49.3
458 et d'un ordre du jour verrouillé. Cette concentration nourrit la frustration et fragilise la
459 démocratie.

460 Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République. Rompre avec le présidentielisme
461 signifie refonder l'État et la vie politique du pays sur un principe clair : la souveraineté
462 appartient au peuple.

463 Cela suppose de redonner toute sa place à la représentation nationale. Le Parlement doit
464 redevenir le cœur de la vie démocratique, avec des pouvoirs renforcés de contrôle et
465 d'initiative, une véritable capacité d'évaluation et la maîtrise de son ordre du jour.
466 L'instauration d'une proportionnelle réelle, assurant à tous les courants une représentation
467 correspondant à leur influence électorale, est indispensable pour que chaque voix compte et
468 que le pluralisme soit respecté.

469 Mais la souveraineté populaire ne peut s'exercer uniquement lors des élections. La
470 démocratie ne peut être une simple délégation mais doit être un processus permanent :
471 référendum d'initiative citoyenne encadré, droit de pétition effectif, conventions citoyennes
472 aux suites concrètes.

473 Cette exigence doit également s'incarner dans tous les territoires. Depuis la Révolution
474 française, les collectivités locales sont le cœur battant de la République, elles doivent disposer
475 des moyens (financiers comme humains) nécessaires pour répondre aux besoins des
476 populations. Une et indivisible, elle ne peut être morcelée, au nom d'une fausse
477 décentralisation, par un fédéralisme source de compétitivité, de fracture et d'inégalités. Une
478 République démocratique est une République qui fait confiance à ses territoires et qui
479 garantit leur égalité devant la loi commune. Nous ne nous résignons pas à la poursuite de
480 l'affaiblissement politique et économique des communes et des départements.

481 Assoir la démocratie, c'est garantir l'État de droit où nul n'est au-dessus de la loi et où les
482 libertés sont protégées contre l'arbitraire. La justice, indépendante et accessible, en est la
483 garantie essentielle, veillant à l'égalité de tous devant la loi et au contrôle de l'action publique.
484 La police et la gendarmerie assurent la sécurité de nos concitoyens. Leurs missions sont
485 indispensables, dans le respect strict des droits, sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Par
486 ailleurs, une institution indépendante doit permettre les recours contre tout abus. C'est cet
487 équilibre entre sécurité et libertés qu'entend fonder une politique républicaine de
488 tranquillité publique.

489 Enfin, il ne peut y avoir de démocratie politique sans démocratie sociale. Les grandes
490 orientations économiques, industrielles et écologiques ne peuvent être abandonnées aux
491 seuls marchés financiers. La démocratie ne saurait s'arrêter aux frontières que prétend
492 délimiter le droit de propriété capitaliste. Droits nouveaux pour les salariés, maîtrise
493 publique des secteurs stratégiques, développement et garantie des services publics doivent
494 être au cœur de notre pacte républicain. Ils doivent se traduire par des conquêtes à tous les

495 échelons du pays : des entreprises au sommet de l'État, des institutions existantes à celles
496 qu'il s'impose de bâtir demain.

497 C'est ainsi que le peuple retrouvera la maîtrise de son avenir.

498 ***2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits***

499 *2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste*

500 Nous portons l'ambition d'une révolution féministe universaliste pour libérer la société du
501 capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes, et réaliser
502 l'égalité dans toutes les sphères de la société.

503 Les communistes font du combat contre toutes les violences de classe, contre les violences
504 faites aux femmes et contre toutes les dominations patriarcales, une dimension majeure de
505 leur combat émancipateur.

506 Nous portons l'exigence d'un modèle de société dénuée de rapports de domination, de
507 marchandisation, de contractualisation et d'exploitation des corps.

508 Santé, travail, logement, mobilité, sécurité, éducation : notre projet féministe repose sur la
509 promotion et le développement des services publics afin d'assurer l'accès aux droits pour
510 toutes et tous à égalité sur l'ensemble du territoire.

511 La lutte contre l'extrême-droite est historiquement liée à la définition même de notre combat
512 féministe, porté par une culture de paix, de justice sociale et de solidarité internationale.

513 Un projet communiste ne peut être ainsi que féministe.

514 *2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations*

515 Nous voulons une société inclusive, les communistes combattent toutes les discriminations
516 et refusent toute forme d'essentialisation. Une République qui lutte contre les
517 discriminations agit pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son
518 orientation sexuelle et son identité de genre. Elle agit pour en finir avec les logiques validistes
519 et donner le droit aux personnes handicapées de vivre dignement et sans entrave, dans une
520 société accessible à toutes et à tous.

521 Pour nous, pas d'émancipation sociale sans élimination du racisme, pas plus que de
522 perspective sérieuse d'éradication du racisme sans progression du projet communiste.

523 Le racisme, les replis identitaires, xénophobes et nationalistes, trouvent dans le capitalisme
524 en crise et en guerre un terreau très fertile. Partout sont fabriqués des ennemis, des boucs
525 émissaires pour diviser les peuples. Les citoyens de religion ou de culture musulmane
526 subissent aujourd'hui des discours et des actes racistes intolérables, en héritage du racisme
527 colonial visant les peuples du Maghreb et d'Afrique subsaharienne et procédant d'une
528 dangereuse assimilation aux menées de l'islamisme radical. L'antisémitisme, qui a conduit
529 dans notre pays à l'affaire Dreyfus et à la collaboration du régime pétainiste avec le génocide

530 hitlérien, connaît un insupportable regain. La lutte contre toutes les formes de racisme est
531 constitutive de notre histoire, elle est au cœur de notre action.

532 Notre tâche est de combattre tout ce qui alimente les fractures, ce qui divise notre classe, ce
533 qui abîme les consciences que nous devons reconquérir pour reconstruire une dynamique
534 majoritaire. L'antiracisme revêt en ce sens une dimension déterminante.

535 Notre antiracisme est universaliste, il rejette les assignations identitaires et les concurrences
536 mémorielles. Un universalisme qui ne délaisse aucune forme de racisme, qui n'exclue aucune
537 oppression mais qui les articule pour atteindre un objectif commun : l'égalité.

538 Notre lutte contre le racisme et l'antisémitisme se fonde sur ce que nous avons en commun,
539 sur nos intérêts de classe, elle s'inscrit indéfectiblement dans notre combat pour la
540 République sociale et laïque, pour la paix.

541 *2.2.3.3. Agir pour une politique migratoire républicaine et internationaliste*

542 Nous agissons pour une politique migratoire républicaine et internationaliste, face à
543 l'indignité caractérisant la situation des nombreux êtres humains contraint à l'exil, face aux
544 peurs et aux inquiétudes qui en découlent dans les pays d'accueil.

545 Notre politique migratoire repose sur quatre piliers : un internationalisme fait de
546 coopérations solidaires ; le combat universel pour l'égalité et la solidarité entre travailleurs
547 nationaux et étrangers ; un accueil digne et sécurisé des personnes migrantes, mutualisé en
548 France et en Europe, reposant sur des dispositifs d'intégration ; la lutte contre tous les
549 racismes, articulée au combat de classe.

550 Nous nous opposons dans ce cadre à la stigmatisation de l'immigration au nom de l'insécurité
551 dont elle serait porteuse. Si, pour les cas de crimes ou d'atteintes à l'intégrité de la République,
552 les décisions de justice, assorties de mesures d'expulsion ou d'interdiction du territoire,
553 doivent être exécutées dans le respect de toutes les procédures de recours, la France doit
554 rester la terre d'accueil qu'elle est depuis la Révolution française.

555 **2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme**

556 De longues années de politiques libérales laissent une France exsangue, son agriculture à la
557 merci des accords de libre-échange, ses services publics malmenés.

558 Le bilan de ces politiques est un déclasserment des travailleurs et travailleuses dont l'extrême
559 droite fait son lit. C'est sous les quinquennats Hollande et Macron qu'elle a le plus progressé.
560 L'affrontement capital-travail s'intensifie et les impératifs liés au changement climatique
561 appellent à une rupture sans précédent pour faire reculer l'extrême droite et gagner le
562 changement. Le PCF appelle à mettre en œuvre un nouveau modèle de développement
563 garantissant une société des biens communs, de l'émancipation et du développement des
564 capacités humaines et technologiques.

2.3.1 Une visée révolutionnaire : le communisme. Un processus : le socialisme aux couleurs de la France

Le capital n'a pas seulement épuisé ses marges de croissance, il a méthodiquement détruit les bases productives et sociales de notre pays.

En l'état actuel des rapports de production, dominé par l'absorption massive de la plus-value produite par le travail, les capacités humaines et technologiques sont subordonnées à la rente du capital, sacrifiées sur l'autel des profits, condamnées par les logiques court-termistes. Le capitalisme en crise est aujourd'hui incapable de développer les forces productives dans un monde multipolaire.

Les communistes ne se résignent pas à cette "fin de l'histoire" qu'on a voulu imposer dans les imaginaires. La marche du monde n'est plus tenable, des transformations radicales indispensables se cherchent. L'ordre ancien résiste de toutes ses forces à l'expression d'une exigence de neuf. Comme l'écrivait Marx, "la pourriture est le laboratoire de la vie".

Pour garantir à chacun une vie digne, libre et heureuse, l'urgence est à relever l'immense défi du dépassement du capitalisme, à ouvrir avec notre peuple une perspective révolutionnaire : le socialisme. En France, le communisme s'inscrit en profondeur dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquies sociaux qui ont fait reculer la domination capitaliste et impérialiste. Le PCF se réclame d'un communisme de son temps, entendu comme "*mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses*".

Le PCF est le parti du travail, le parti de notre classe face au capital, le parti du peuple travailleur qui résiste, qui revendique son émancipation et dont le rôle agissant détermine le changement.

Il est au cœur de la France qui lutte, qui fait vivre les solidarités et qui manifeste son attachement à l'égalité, sa répulsion face aux injustices et à l'autoritarisme.

Il lutte pour une société des égales et des égaux dans les mobilisations pour faire reculer jusqu'à leur éradication les inégalités salariales, les ségrégations genrées et toute discrimination ou violence validiste, sexiste, raciste qui sévissent sur les lieux de travail.

Il revendique l'imposition des grosses fortunes, la suppression des exonérations fiscales dont bénéficient les grandes entreprises, la taxation des profits et des mesures contre l'évasion des capitaux. Mais face à la crise que traverse notre pays comme bien d'autres, cela ne suffira pas si les marchés financiers décident de l'investissement et orientent l'économie vers la rentabilité immédiate plutôt que vers la satisfaction des besoins humains et la transition écologique.

Le PCF est engagé dans une bataille continue pour le développement de la démocratie dans l'ordre économique et politique.

Il nomme socialisme cette rupture avec le capitalisme jusqu'à son dépassement. Ce socialisme repose sur la maîtrise des financements et agit pour l'extension continue des pouvoirs des

602 travailleurs et des citoyens dans l'économie comme dans la cité. Conscients de la résistance
603 et de la réaction violente que le capital opposera à cette visée, le PCF agit pour unir le peuple
604 de France, pour une démocratie nouvelle qui s'appuie sur l'intervention et les luttes du
605 monde du travail.

606 Le socialisme aux couleurs de la France place en son cœur les travailleurs et les usagers, avec
607 un contenu social très avancé. Il n'est pas seulement un nouveau système économique, il est
608 un processus démocratique et d'émancipation humaine. Il vise à libérer le travail de la
609 domination du capital et à permettre à chacune et chacun de développer pleinement ses
610 capacités.

611 Il nécessite le renversement du rapport de force entre capital et travail, une socialisation
612 massive de la propriété, un nouveau pacte national où l'État comme les travailleurs jouent
613 pleinement leur rôle dans un processus démocratique refondé.

614 **Il s'organise autour de trois piliers fondamentaux : planification, socialisation,**
615 **coopérations.**

616 **Le socialisme aux couleurs de la France repose sur la planification d'objectifs de**
617 **développement décidés, contrôlés et évalués collectivement.**

618 Désindustrialisation et financiarisation ont considérablement réduit les capacités du pays. Un
619 pays sans industrie et agriculture fortes n'a pas d'avenir. Le projet communiste pour la France
620 implique la planification du redéploiement productif pour renouer avec un développement
621 continu et rapide des forces productives, appuyé sur la cyber-révolution, la robotique et les
622 nouvelles révolutions énergétiques. Pour répondre aux besoins humains, le PCF porte un
623 nouveau modèle de développement conditionné par la lutte contre le changement climatique.
624 Celui-ci est fondé sur une nouvelle industrialisation et une transformation agroécologique
625 adossées à des services publics renforcés élargis et facteurs d'égalité, à la refonte de nos
626 infrastructures publiques, à la réorientation de l'argent.

627 **Le socialisme aux couleurs de la France passe par une socialisation massive de la**
628 **propriété** par l'extension de l'appropriation publique des moyens de productions, des
629 nationalisations démocratiques ciblées, de nouveaux critères de gestion. Cela nécessite le
630 développement du pôle public bancaire et financier appuyé sur une transformation de la
631 politique monétaire et du crédit afin de réorienter l'argent vers l'emploi, la formation, les
632 services publics, la transition écologique, le nouveau mode de développement. Le PCF veut
633 garantir pour toutes et tous la sécurité matérielle, l'accès au savoir, à la culture, à la santé et
634 à la mobilité, afin que le développement des capacités humaines devienne le moteur du
635 progrès social. Ces droits et pouvoirs nouveaux impliquent une profonde démocratisation
636 articulée sur de nouvelles institutions populaires où s'exerce le pouvoir économique et
637 politique.

638 La construction, à l'appui des luttes, d'une sécurité d'emploi et de formation permettra
639 l'éradication du chômage en alternant périodes d'emplois et de formation avec une continuité
640 de revenus pour permettre à chacune et chacun de réaliser ses potentialités individuelles en
641 exploitant pleinement la cyber-révolution au service du développement des capacités

humaines. Une telle avancée révolutionnaire serait un gain pour l'individu comme pour l'économie en développant l'emploi tout en réussissant la transition écologique.

Le socialisme aux couleurs de la France s'appuie sur le développement de coopérations industrielles, scientifiques et technologiques mutuellement avantageuses entre nations souveraines. Il récusé le repli national et la mise en concurrence généralisée des travailleurs et des peuples. Les coopérations doivent permettre le partage des savoirs, le développement des capacités productives et la satisfaction des besoins humains dans le respect des exigences sociales et écologiques. Elles contribueront à engager la décolonisation numérique en reconstruisant une souveraineté numérique française et européenne.

2.3.2 Un nouveau modèle de production

2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel

Le développement d'une nouvelle industrialisation pour la France est d'une urgence vitale. L'industrie est la colonne vertébrale économique. Par la création des richesses issues du travail, elle permet de faire vivre les territoires, de répondre aux besoins humains, de produire pour financer nos conquies sociaux et les services publics. Elle est centrale pour organiser la transition écologique. Le renouveau industriel en France est un enjeu démocratique, un enjeu de souveraineté pour répondre aux besoins humains, un enjeu de revitalisation économique au service de tous les territoires. C'est le seul secteur à générer trois à quatre emplois dans les services et les autres secteurs de l'économie pour un emploi industriel créé. Le PCF propose un nouveau pacte national pour une nouvelle industrialisation motrice de développement économique et social. Il s'agit de protéger l'appareil productif du court-termisme des marchés et de la rapacité des actionnaires. Dans l'immédiat l'urgence est à un moratoire sur les licenciements et les fermetures de site. Planifier permettra d'engager le renouveau industriel dont le pays a besoin en transformant les modes de production pour décarboner l'industrie sans casse sociale.

Le pays a besoin d'un État qui définit les filières stratégiques prioritaires pour un nouvel essor des forces productives appuyé par la révolution informationnelle, pour affronter la crise climatique, garantir la souveraineté nationale et la réponse aux besoins publics.

La transition écologique suppose une transformation profonde de nombreuses industries de l'énergie au bâtiment en passant par les matériaux. Les infrastructures portuaires et ferroviaires ont besoin d'investissements massifs pour favoriser le fret maritime, fluvial et ferroviaire et faire reculer la part modale du routier.

La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie industrielle suppose également une remise en cause des règles de fonctionnement et des traités de l'Union européenne. Les politiques de concurrence, les contraintes budgétaires et les règles encadrant les aides publiques entravent les stratégies industrielles publiques. Les communistes agissent pour permettre la planification écologique, le développement des services publics et le renouveau industriel. Contre le dumping économique et social à l'échelle de l'Union européenne, les communistes sont de toutes les luttes. Dès aujourd'hui, il faut interdire la concurrence déloyale : une

681 production agricole ou industrielle interdite sur le territoire français ou européen doit être
682 interdite à l'import.

683 La nouvelle industrialisation voulue par le PCF défend la relocalisation des productions
684 nécessaires, nourrie par les échanges et les coopérations en Europe et au-delà.

685 Le renouveau industriel implique un renouveau démocratique. Les nationalisations
686 démocratiques impliquent de nouveaux critères de gestion débattus avec les travailleuses et
687 travailleurs concernés. Contre l'absolutisme de marché, les communistes veulent étendre la
688 démocratie en ouvrant des droits nouveaux aux travailleurs pour proposer, pour s'opposer,
689 pour agir à l'entreprise. L'argent public versé aux entreprises doit être conditionné et
690 contrôlé dans des commissions réunissant travailleurs, élus locaux et parlementaires. La
691 maîtrise publique et démocratique du crédit, de l'investissement et de la création monétaire,
692 l'extension du pôle public bancaire permettra de garantir l'accès à l'argent pour financer le
693 renouveau industriel.

694 *2.3.2.2. Refonder le modèle agricole*

695 Pour produire une alimentation de qualité et garantir la souveraineté alimentaire, il est
696 nécessaire d'engager une transformation agroécologique d'ampleur faisant face aux enjeux
697 environnementaux et sanitaires. Elle doit être fondée sur la complémentarité entre espèces,
698 variétés, habitats et les cycles naturels. Le PCF propose de favoriser l'auto-fourriture des
699 moyens de travail (semences, engrais, nourriture animales...) plutôt que les intrants
700 extérieurs achetés sur le marché.

701 La révolution agroécologique est une bataille continue contre l'extorsion de la valeur créée
702 par le travail des agriculteurs et agricultrices, qu'organise un puissant complexe agro-
703 industriel financiarisé. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste
704 crée une concentration agraire au détriment des exploitations familiales. Le salariat agricole
705 se développe, il doit obtenir de nouveaux droits.

706 Les communistes portent un Pacte d'avenir pour l'installation de 100 000 agriculteurs et
707 agricultrices, pour sécuriser leurs revenus, développer de nouveaux services publics et de
708 nouvelles coopérations internationales.

709 Ce nouveau modèle agricole va de pair avec la nouvelle réindustrialisation agro-alimentaire.
710 Les communistes agissent pour la mise en œuvre d'une planification alimentaire territoriale
711 fondée sur le développement de filières de proximité et la diversification alimentaire,
712 intégrant la collecte, le stockage, l'abattage, la transformation et la distribution.

713 *2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique*

714 Le secteur énergétique, stratégique pour notre pays, est à extraire des logiques de
715 concurrence. Le PCF propose la mise en place d'un pôle public de l'énergie constitué des
716 grandes entreprises de l'énergie (Edf, Engie, Total énergie) permettant de sécuriser les
717 réalisations, la production, la distribution, les investissements, les dépenses humaines et les

718 moyens pour la recherche garantissant à notre pays le contrôle et la souveraineté du secteur.
719 Le pays a besoin d'un service public national de l'énergie, efficace et démocratisé. Dans la
720 décision et la gestion, les salariés, les usagers comme les collectivités locales seront associés.

721 L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'humanité, mais
722 sa production est la principale responsable d'un dérèglement climatique lourd de dangers. Le
723 PCF défend l'objectif de s'affranchir à terme des combustibles fossiles afin d'atteindre la
724 neutralité carbone en 2050 en cohérence avec nos engagements internationaux, tout en
725 répondant aux besoins individuels et industriels, en assurant l'indépendance énergétique du
726 pays, en maîtrisant les coûts, en respectant l'environnement. Il est possible d'y parvenir par
727 une production massive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et
728 renouvelables comme le prévoit le plan climat pour la France, Empreinte 2050.

729 Cela passera par un renouveau de l'industrie à la hauteur des besoins pour assurer d'une part
730 le renouvellement de notre mix électrique avec un doublement de la production d'électricité
731 d'ici 2050 mais aussi pour assurer la décarbonation et l'électrification des usages dans le
732 transport, l'agriculture et le logement ainsi que la décarbonation de secteurs clés de
733 l'industrie comme la chimie et la production d'acier. L'énergie et les ressources naturelles
734 comme l'eau sont des biens communs à extraire en priorité des marchés en les plaçant sous
735 contrôle public.

736 ***2.3.3 Une société des biens communs, de l'émancipation et du développement des*** 737 ***capacités humaines***

738 Le développement des services publics comme de l'appareil productif doivent être pensés
739 comme deux dimensions d'une même stratégie de transformation sociale. Les services
740 publics expriment les besoins collectifs de la société et orientent le développement.

741 Développer les transports publics implique de relancer une puissante industrie ferroviaire,
742 et les besoins industriels nécessitent des installations ferroviaires et portuaires.

743 Une politique ambitieuse de logement nécessite de mettre en place un grand plan logement
744 en relançant massivement la construction et la rénovation thermique des logements, et de
745 créer un véritable service public national du logement s'appuyant sur un pôle public financier
746 et une maîtrise publique du foncier.

747 Une politique ambitieuse de santé publique appelle le développement d'une industrie
748 pharmaceutique et biomédicale sous contrôle public.

749 Ainsi, loin de s'opposer, services publics et production industrielle se renforcent
750 mutuellement. Les services publics structurent les besoins sociaux et orientent la
751 planification démocratique du développement productif.

752 Le capitalisme fait de tout un marché. Pour les communistes, c'est l'Humain d'abord contre le
753 capital. À la recherche du profit et de l'extension des parts de marché, les communistes
754 agissent pour la promotion des biens communs et le développement des capacités humaines
755 vers une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique.

756 Le PCF souhaite mettre les biens communs sous contrôle public et augmenter la part des
757 richesses dévolues à leur développement. Cela passe par les luttes et la recherche de
758 coopérations à l'échelle européenne et internationale.

759 Conquêtes historiques, les services publics sont de puissants leviers pour libérer de l'emprise
760 du capital la réalisation des besoins et des aspirations de l'humanité. Les communistes
761 agissent localement et nationalement pour les préserver face aux attaques (austérité,
762 marchandisation, fermetures et privatisations). La planification démocratique du
763 déploiement de services publics est une des conditions de leur efficacité. Les bénéficiaires des
764 services publics comme celles et ceux qui les font vivre par leur travail doivent être impliqués
765 au cœur d'institutions nouvelles locales ou nationales.

766 La bataille universaliste pour l'égalité territoriale et l'effectivité des droits est prioritaire pour
767 l'unité du monde du travail. Construire des solidarités, avoir accès près de chez soi à un
768 bouquet de services publics, c'est essentiel pour rassembler le peuple de France. Le PCF
769 défend l'égalité entre territoires aujourd'hui fracturés et confrontés à la métropolisation.

770 La planification territoriale, le renforcement des moyens alloués aux collectivités locales et le
771 redéploiement des services de l'État sont nécessaires pour lutter contre l'isolement. Cela
772 passe par la lutte pour l'accessibilité universelle aux services publics et au renforcement du
773 statut de la fonction publique.

774 Le PCF propose de garantir tout au long de la vie, comme droits fondamentaux, les droits à la
775 santé, à l'éducation et à la formation, à la sécurité, à un environnement sain, à un logement
776 confortable, à la mobilité, à l'émancipation par le sport et la culture. Les communistes
777 défendent le rôle majeur du mouvement associatif et de l'éducation populaire pour agir, pour
778 s'organiser librement en complémentarité avec les services publics.

779 Les sauts technologiques numériques ouvrent de nouveaux possibles pour la promotion
780 d'une société des communs émancipatrice avec une cyber-révolution informationnelle
781 libérant les capacités humaines. À rebours de l'entre-soi algorithmique organisé par les
782 monopoles capitalistes, les communistes sont opposés au capitalisme de plateforme dérégulé
783 et aux logiques d'hypersurveillance. Ils veulent étendre la logique des services publics aux
784 cyber-espaces et promouvoir un numérique de la liberté et du partage. Les potentialités
785 numériques, celle de l'Intelligence artificielle en particulier, doivent être mises au service de
786 l'amélioration des services rendus aux usagers, des conditions de travail et du vivre-
787 ensemble.

788 Les communistes agissent pour le développement d'une Sécurité sociale du XXI^e siècle,
789 répondant aux besoins humains, prenant en charge les soins à 100 %, y compris pour
790 l'autonomie, en lien avec le développement des services publics, revenant à une politique
791 familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau dès 60 ans.

792 Face aux grands défis nationaux et mondiaux à relever, la conquête d'une école commune
793 pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire, réellement gratuite, est une priorité. Pour
794 avoir la jeunesse la mieux formée, le PCF veut élever le niveau de connaissance de toute la

795 jeunesse. Pour cela il propose d'augmenter le temps scolaire, de reconquérir le temps
796 d'enseignement confisqués depuis plus de 15 ans, pour l'enseignement d'une culture
797 commune de haut niveau de renforcer le service public de l'Education nationale, de
798 l'Enseignement supérieur, de développer la recherche publique et de transformer
799 l'éducation. À l'heure de la généralisation des réseaux sociaux et des intelligences artificielles
800 génératives, une politique d'éducation à l'image et au numérique est indispensable pour
801 construire une société fondée sur l'esprit critique et libérer la créativité. Il faut former des
802 citoyens, des futurs travailleurs, en capacité d'exercer leur libre arbitre dans un monde de
803 plus en plus complexe.

804 *[Ajout d'un paragraphe sur l'Enseignement supérieur, à venir]*

805 Dans le monde entier, en France, la droite et l'extrême-droite s'attaquent aux journalistes,
806 aux scientifiques, aux artistes. Ils et elles doivent se savoir sous la protection de la nation tout
807 entière parce que la libre circulation des arts, des savoirs et des idées est une condition
808 nécessaire à toute société démocratique consciente, pour l'émancipation personnelle comme
809 pour faire société commune. Le PCF défend les financements publics contre les monopoles
810 privés qui cherchent à coloniser les imaginaires.

811 **PARTIE III**

812 **LE PARTI EN ACTION**

813 Ces batailles doivent prendre forme dans l'action des communistes. Celles-ci doivent se
814 mettre en mouvement avec un objectif commun : faire reculer la droite et l'extrême droite en
815 faisant grandir la conscience de classe dans notre pays. C'est à cette condition que nous
816 permettrons à notre classe de conquérir les pouvoirs. Pour ce faire, le PCF s'adresse
817 largement à l'ensemble du peuple de France, et en particulier aux travailleurs, avec un projet
818 clair, identifiable et compréhensible, et aborde les échéances électorales avec cette même
819 ambition.

820

821 **3.1. Les batailles électorales de 2027**

822 Les élections municipales de mars 2026 ont mis en lumière les tendances lourdes de la
823 situation française. L'abstention sans précédent pour un scrutin de ce type a montré qu'une
824 large partie de notre peuple se sent abandonné et ne trouvait pas de réponses à ses attentes
825 de changements profonds. Dans le cadre d'un rapport de force électoral globalement
826 défavorable aux forces progressistes, les succès de l'extrême droite en nombre de villes
827 conquises et d'élus, ainsi que l'influence croissante qu'elle exerce désormais sur de très larges

secteurs de la droite traditionnelle, ont confirmé la menace qu'elle représente désormais pour la République.

La gauche a globalement résisté, ce qui atteste que rien n'est joué à l'avenir. Mais sa crise de perspectives s'est également confirmée. Les logiques sociales-libérales s'exprimant de nouveau avec force en son sein, ont conduit à de nouveaux reculs significatifs du Parti socialiste. De même, les échecs enregistrés par Les Écologistes dans des villes qu'ils avaient conquises en 2020 ont marqué que ce courant ne parvient pas à répondre aux préoccupations environnementales dès lors qu'il se dérobe à la mise en cause d'un capitalisme menaçant l'avenir de l'humanité. Quant à La France insoumise, si elle a remporté une dizaine de municipalités importantes en captant le désir de radicalité d'une fraction de la jeunesse et des quartiers populaires, elle a également démontré que sa politique et ses pratiques hypothéquaient le rassemblement de majorités populaires au service de politiques progressistes : non seulement les fusions réalisées avec elle dans l'entre-deux tours n'auront généralement pas permis d'initier des dynamiques de victoire, mais ses listes seront parfois allées jusqu'à faire chuter délibérément des municipalités de gauche ou communiste sortantes, comme à Vénissieux.

Pour ce qui le concerne, le PCF, qui avait fortement contribué à la formation de listes de large rassemblement dans tout le pays, a conservé et remporté plusieurs centaines de villes à l'occasion des premier et second tour, à commencer par la conquête de Nîmes. En dépit des échecs enregistrés dans un contexte globalement difficile pour la gauche, cela démontre l'atout que représentent les élus communistes pour le monde du travail comme pour la gauche, et l'espace qu'il revient à notre parti d'occuper en portant son projet propre et en le mettant à disposition des rassemblements sociaux et politiques répondant véritablement aux attentes populaires.

À la suite de ces municipales, les élections présidentielle et législatives de 2027 s'annoncent comme un rendez-vous politique déterminant pour l'avenir de notre pays. Le pire comme le meilleur sont possibles. Et les communistes souhaitent le meilleur pour le pays et pour la République.

La France est fracturée et elle subit un déclassement important à tous les niveaux. Le monde du travail n'a jamais été autant divisé. Des territoires entiers sont abandonnés. Et la militarisation de l'économie imposée par le gouvernement provoque des souffrances supplémentaires dans tout le pays. C'est aussi le ressort d'un vote d'extrême droite de plus en plus important. Il n'y a pas de fatalité à cette situation. Bâtir une France heureuse et indépendante en mettant au cœur du projet communiste, le travail, la paix, la République démocratique, sociale et laïque, c'est possible.

Le PCF, ses députés, ses sénateurs, ses milliers d'élus locaux sont en responsabilité partout dans le pays. Ils représentent une force importante avec un projet politique global qui revendique toujours son aptitude, son ambition et sa légitimité à gouverner pour la France, pour le peuple.

867 C'est pourquoi le PCF est légitime et crédible pour proposer aux Françaises et aux Français
868 un pacte pour le redressement social, écologique et démocratique de la France. Un pacte qui
869 replace au centre du débat public le travail et l'emploi, la justice sociale et l'égalité réelle, la
870 souveraineté populaire et la refondation de la République, l'édification d'un nouvel ordre du
871 monde fondé sur la paix et la coopération entre les peuples. Il s'agit de réparer la France et
872 de faire reculer toutes les fractures, entre les citoyens, entre les territoires. L'essentiel est
873 aujourd'hui d'ouvrir de nouveaux espoirs, de manière claire, utile, crédible et audible pour
874 toutes celles et tous ceux qui cherchent des réponses, sans pour le moment les trouver.

875 Les grandes avancées dont a besoin le peuple se feront sur la base d'une conscience de classe
876 retrouvée, dans les luttes, avec les communistes, leur projet révolutionnaire et leurs capacités
877 d'organisation. Ce qui suppose que le PCF soit présent dans toutes les batailles sociales et
878 dans toutes les batailles électorales.

879 Le PCF entend, dès lors, engager toutes ses forces au service du rassemblement majoritaire
880 du peuple de France, autour d'une politique de classe seule à même de reconquérir le monde
881 du travail. Plus que jamais, il considère qu'il n'y aura pas de victoire possible et durable sans
882 que la gauche retrouve un enracinement parmi celles et ceux qui subissent au quotidien
883 exploitation et aliénation sociales, sans que se reconstruise la conscience de classe, sans que
884 le grand nombre retrouve confiance en la force qu'il représente et sans que la puissance de
885 sa mobilisation vienne renverser le rapport des forces.

886 Le PCF veut incarner cet espoir, avec sincérité, avec honnêteté, avec un projet construit avec
887 les citoyens, avec le monde du travail, avec la jeunesse. Il veut le faire avec le peuple et pour
888 le peuple. Il veut offrir une perspective politique dans le respect du dialogue républicain, sans
889 outrance, sans brutaliser le débat, sans invective. Seule une très large union du peuple de
890 France avec une nouvelle dynamique de rassemblement peut lever l'hypothèque de l'extrême
891 droite sur l'avenir.

892 Dans ce cadre, comme cela a été fait lors de l'échéance de 2022 et fort de cette expérience, le
893 40^e Congrès propose aux communistes de prendre toute leur place lors de la prochaine
894 élection présidentielle et de mettre en débat, dès le lendemain du Congrès, ses propositions
895 avec les citoyennes et les citoyens, avec les forces de gauche et écologistes, avec les militants
896 syndicaux et associatifs, avec le monde de la culture et de la création.

897 Dans le prolongement des choix faits au 38^e et 39^e Congrès, à la suite des décisions de la
898 conférence nationale, et devant les défis qu'il s'agit de relever pour la France comme pour la
899 gauche, les communistes considèrent avoir toute légitimité pour porter une candidature de
900 rassemblement issue de leur rang, pour l'élection présidentielle comme pour l'ensemble des
901 scrutins locaux et nationaux du pays.

902 À la suite de l'élection présidentielle, les élections législatives représenteront elles aussi un
903 enjeu politique déterminant. Quel que soit celui ou celle qui emportera le scrutin présidentiel,

904 c'est la configuration de l'Assemblée nationale qui déterminera en dernière analyse la
905 majorité politique du pays.

906 Comme en ont attesté les élections législatives de 2024 et les élections municipales de 2026,
907 c'est également à l'échelle de chaque territoire et de chaque circonscription qu'il sera possible
908 de faire barrage à l'extrême droite et aux forces de droite sous son influence.

909 Le PCF s'emploiera, par conséquent, à construire les rassemblements les plus larges, afin de
910 faire élire le plus grand nombre possible de députés de gauche, et parmi eux de députés
911 communistes engagés aux côtés du monde du travail et des catégories populaires. Ces
912 rassemblements devront défendre les droits et exigences du monde du travail, défendre le
913 développement des services publics, porter une politique de reconquête industrielle, exiger
914 la démocratie dans le cadre d'une République débarrassée du présidentialisme.

915 Sans attendre l'issue de la présidentielle, le PCF engagera les discussions nécessaires avec le
916 reste de la gauche afin de déterminer, dans toutes les circonscriptions menacées d'un succès
917 de l'extrême droite ou de ses alliés, les candidatures disposant de la meilleure implantation
918 et de la meilleure représentativité pour l'emporter. Ces campagnes ne pourront exister
919 qu'avec la mobilisation des militants et militantes. Le PCF s'appuiera sur ces expériences et
920 ces expertises militantes pour développer ses structures et s'attachera à les renforcer entre
921 chaque élection.

922 Ancrés dans l'Histoire politique et sociale de notre pays et tournés vers l'avenir, les
923 communistes revendiquent fièrement leur objectif collectif : conquérir le pouvoir pour
924 reconstruire la France et la République, pour sortir du capitalisme et nous engager vers une
925 société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités, vers le
926 communisme.

927 Quelles que soient les difficultés du moment, c'est ce nouveau chemin qui doit s'ouvrir, grâce
928 à l'engagement de toutes celles et tous ceux qui partagent la même volonté.

929 **3.2. Du 39^e au 40^e Congrès, l'organisation des communistes**

930 Le dernier congrès du PCF, convaincu de la nécessité de se renforcer et de se structurer, s'était
931 conclu sur des objectifs ambitieux en matière d'organisation, plusieurs enjeux majeurs
932 étaient ciblés du renforcement en nombre d'adhérents jusqu'à la création de cellules en
933 passant par la nécessité de renforcer notre structuration dans les lieux de travail et les
934 quartiers populaires ou encore en favorisant l'adhésion de femmes et le travail avec le MJCF.

935 Dès lors que les communistes font de leurs campagnes un outil au service du renforcement
936 de leur organisation en allant à la rencontre du monde du travail, de la jeunesse et des
937 quartiers populaires, cela se traduit par des adhésions. C'est un point d'appui majeur pour
938 l'avenir qui encourage à poursuivre des campagnes structurantes comme celle lancée autour
939 de la défense de l'industrie et des services publics. Dans plusieurs endroits, cela a permis de

940 constituer des cellules ou des embryons de groupes militants qui se retrouvent régulièrement
941 et pourront, demain, former des cellules actives du parti notamment dans les entreprises et
942 les quartiers populaires.

943 La structuration du PCF demeure un enjeu majeur des années à venir, si dans certaines
944 sections l'objectif d'une structuration en cellule pour être au plus près de la vie des adhérents
945 est une réalité qui fait ses preuves y compris en termes de renforcement. Cela démontre le
946 besoin de poursuivre ce travail de renforcement notamment en direction des lieux de travail
947 et de la jeunesse pour impulser une nouvelle dynamique dans ces fédérations. Cela passe par
948 un travail fin sur les fichiers d'adhérents, par une politique de cadres qui permettent
949 d'accompagner ces structures, par une politique de formation pour renouveler ses cadres.

950 Le secteur formation a renforcé ses actions notamment auprès des cadres dans les stages
951 cadres régionaux. Il est nécessaire d'analyser les résultats de ces stages pour promouvoir de
952 nouveaux cadres dans notre organisation. De la même façon, le PCF s'est fixé l'objectif
953 d'atteindre la parité parmi ses premiers responsables de sections et de fédérations. Ce n'est
954 pas encore le cas. En revanche, l'organisation d'une Assemblée des femmes annuelles a
955 démontré que les militantes voulaient poursuivre et accélérer ce processus de féminisation
956 du parti. Il faut maintenant passer à la concrétisation de cet engagement par la prise de
957 responsabilités.

958 La campagne d'adhésions lancée au dernier congrès donne lieu à des résultats très inégaux.
959 Si l'objectif national n'est pas atteint, un certain nombre de fédérations ont rempli et dépassé
960 leur objectif départemental. Cela implique de réfléchir aux gestes d'organisation selon les
961 territoires où les communistes se déploient. Cela doit pousser à poursuivre le travail de lien
962 régulier avec les fédérations notamment avec la mise en place de suivi départementaux ainsi
963 que la mise en place de "La Vie en Rouge" qui a donné à tous les cadres de l'organisation des
964 informations régulières sur le matériel disponible, le calendrier, les objectifs du parti.

965 Les 38ème et 39ème Congrès ont fixé des objectifs ambitieux pour l'organisation du parti
966 pour enrayer le processus d'effacement. Si des avancées importantes ont eu lieu, il faut
967 transformer l'essai dans les années à venir.

968 **3.3. Les communistes tournés vers le monde du travail**

969 Les statuts du PCF ont été refondés lors de son 39e Congrès. Le rôle des directions, l'impulsion
970 de l'activité et l'articulation entre chacune d'elles ont notamment été réaffirmés et
971 constituent des outils pour les communistes afin de structurer le parti en direction des
972 entreprises et des lieux de vie. Ce texte d'orientation ne revient pas sur le fonctionnement du
973 parti, mais fixe des objectifs et des moyens pour répondre aux ambitions du PCF. Plusieurs
974 conseils nationaux doivent être consacrés à ces questions d'organisation afin d'établir des
975 bilans réguliers et de réfléchir aux perspectives, notamment un d'ici la fin d'année 2026.

976 Cette dynamique organisationnelle, ancrée dans les territoires et les luttes quotidiennes,
977 s'attache à garantir une place centrale aux militantes et à l'égalité réelle entre les femmes et
978 les hommes, tant dans la représentation que dans l'action.

979 **3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules**

980 Les cellules existantes, comme celles qu'il reste à créer, doivent constituer un point d'appui
981 central des combats communistes au sein des bassins de vie et d'emplois. Elles permettent
982 de mailler l'ensemble du territoire à partir des réalités locales, diverses et spécifiques, tout
983 en portant les enjeux des luttes nationales. La cellule de quartier, de lieu de travail ou de lieu
984 de vie demeure l'échelon essentiel de l'organisation communiste : celle qui permet une vie
985 politique régulière, une activité de terrain ancrée dans les aspirations populaires, ainsi que
986 l'exercice de responsabilités militantes partagées.

987 D'ici au prochain congrès, chaque section doit identifier au minimum un lieu d'activité
988 militante pour s'y rendre de manière récurrente. Cette démarche doit permettre de faire
989 émerger partout des embryons de cellules, de renforcer l'implantation communiste dans les
990 territoires et de réactiver des dynamiques militantes dans l'ensemble des sections.

991 **3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles**

992 Afin de planifier l'activité militante, d'allier objectifs politiques et organisationnels et d'avoir
993 une cohérence dans les actions militantes, le PCF déploie deux campagnes nationales
994 structurantes :

995 ➤ Campagne pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public

996 ➤ Campagne pour la paix et l'autodétermination des peuples

997 Ces campagnes seront directement animées par le conseil national et le mandat de ces
998 campagnes sera régulièrement renouvelé lors des réunions du conseil national. L'objectif est
999 de donner aux cellules et aux sections les outils nécessaires afin de passer des caps de
1000 structuration. Celles-ci offrent un cadre politique pour la diffusion des idées communistes,
1001 pour le déploiement de l'activité quotidienne des militantes et militants, et pour leur
1002 formation, permettant aux fédérations de :

1003 ■ Concentrer leurs forces dans les lieux qui rassemblent un nombre important de
1004 travailleurs et où les antagonismes de classe sont particulièrement forts ;

1005 ■ Construire une présence quotidienne et durable au cœur des réalités sociales et
1006 politiques ;

1007 ■ Créer un maillage territorial permettant d'être plus efficaces, mieux structurés, et
1008 d'engager le travail de massification du PCF ;

1009 ■ Déployer un ensemble de gestes militants quotidien et ambitieux adossés à une
1010 politique de formation adaptée aux besoins.

1011 En partant d'un mot d'ordre accessible et fédérateur, qui remet en cause les logiques
1012 capitalistes et impérialistes, ces campagnes relient le projet communiste de transformation
1013 révolutionnaire de la société aux réalités vécues par les travailleurs et les travailleuses. Ce
1014 mot d'ordre peut être décliné en revendications locales, en fonction des lieux dans lesquels

1015 les sections et cellules souhaitent s'implanter : entreprises, services publics, lieux de vie et de
1016 sociabilité.

1017 Face à la prégnance des discours populistes, elles inscrivent l'action des communistes dans
1018 la durée, au-delà de leur seule participation aux échéances électorales et de la simple réaction
1019 à l'actualité. Elles doivent offrir une réponse politique au sentiment de déclassement qui
1020 traverse la société, avec des objectifs organisationnels clairs : massifier le PCF, créer des
1021 cellules et reconstruire un maillage militant au plus près des réalités sociales.

1022 Pour être efficaces, ces campagnes doivent s'appuyer sur des calendriers et des plans d'action
1023 à tous les échelons. Le conseil national du PCF dotera ainsi les fédérations d'outils permettant
1024 de planifier l'activité dans la durée et d'en garantir la continuité. À l'initiative des militants et
1025 en considérant les réalités locales, elles pourront être déclinées, approfondies et adaptées.

1026 • ***Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public***

1027 Le PCF mène une campagne pour une nouvelle industrialisation et de meilleurs services
1028 publics : pour défendre l'emploi, reconstruire nos forces productives, garantir les droits
1029 sociaux et ouvrir une perspective de transformation économique et écologique au service du
1030 pays. Cette campagne doit-être déclinée localement. Ce sont les batailles locales qui créent
1031 son ancrage territorial dans chacune des cellules, sections et fédérations du PCF. Chacune des
1032 initiatives prises par les fédérations participent à sa dynamique et peuvent être valorisées à
1033 tous les échelons. La visibilisation des luttes des femmes, en particulier dans les secteurs
1034 singulièrement féminisés, doit y être centrale et doit tenir compte des réalités des métiers et
1035 des postes qu'elles occupent, ainsi que de leur place dans la lutte pour leur émancipation.

1036 • ***Pour la paix et l'autodétermination des peuples***

1037 Le PCF mène campagne pour construire la solidarité internationale, pour porter l'exigence
1038 que la France s'engage dans une politique de paix et de respect du droit international, et pour
1039 soutenir l'autodétermination des peuples.

1040 Cette campagne se décline en plusieurs axes :

- 1041 ▪ Le PCF poursuit le travail de construction d'un mouvement large et rassembleur
1042 de solidarité avec le peuple palestinien, et pour la mise en place d'un État de
1043 Palestine pleinement souverain aux côtés de l'État d'Israël, sur la base des
1044 frontières de 1967. Des victoires restent à conquérir, que ce soit la concrétisation
1045 de la reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France et la libération des
1046 prisonniers politiques palestiniens, dont celle de Marwan Barghouti. Pour cela, le
1047 PCF renforce la construction de l'Alliance internationale pour les droits du peuple
1048 palestinien, construite avec l'OLP, et annoncée le 4 juin 2025.
- 1049 ▪ Le PCF renforce la solidarité avec Cuba face au blocus criminel imposé par les
1050 États-Unis et travaille à rendre plus visible le travail de solidarité concrète engagé
1051 depuis le dernier congrès.

- 1052 ▪ Le PCF travaille à lancer, en coordination avec nos partenaires européens et
1053 internationaux, un appel mondial pour la paix, le droit international et la
1054 démocratie, pour une nouvelle conférence de San Francisco remettant l'ONU au
1055 centre des relations internationales.
- 1056 ▪ Le PCF poursuit et renforce sa politique de reconstruction des relations de
1057 dialogue avec les partis communistes et progressistes en Europe et au niveau
1058 international : à travers les relations bilatérales, les cadres inter-partisans
1059 européens (comme le PGE) ou internationaux (comme la conférence des partis
1060 communistes et ouvriers) en prolongement de la conférence internationale pour
1061 la paix de mai 2024 et de la conférence des partis communistes européens de mai
1062 2025.
- 1063 ▪ Le PCF se donne pour objectif de reconquérir sa représentation au Parlement
1064 européen en 2029.

1065 **3.3.3. Repenser le rôle des directions**

1066 Au-delà des statuts du PCF définissant le rôle de ses directions, ce congrès doit être l'occasion
1067 pour chacune des directions de repenser son activité, son fonctionnement et son
1068 organisation.

1069 Les instances de direction ont en charge d'orienter, de prendre les décisions concernant
1070 l'activité du parti et d'organiser le nécessaire débat entre les communistes, dans le respect
1071 des orientations nationales du parti fixées par le congrès, le conseil national et le comité
1072 exécutif national. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre toutes et tous et la
1073 coordination des différentes organisations locales ou nationales. Une fois le débat tranché,
1074 l'ensemble des communistes respecte la décision collective.

1075 Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives
1076 de la diversité des adhérent·es, tant sociale que professionnelle ou territoriale, mais aussi des
1077 engagements militants, syndicaux ou associatifs.

1078 Les directions de cellule ou de section ont la responsabilité de décliner localement les
1079 campagnes nationales. Chaque direction de cellule ou de section a vocation à identifier les
1080 futurs cadres du parti.

1081 Les directions fédérales accompagnent les sections dans l'activité militante et la déclinaison
1082 et l'animation des campagnes nationales. Un suivi des sections doit être mis en place par les
1083 fédérations afin de veiller au lien politique et organisationnel. En complément des campagnes
1084 nationales et en cohérence avec les orientations du parti, les directions fédérales peuvent
1085 aussi impulser des campagnes fédérales si elles le jugent nécessaire.

1086 Le conseil national constitue la direction du parti chargée de décider et d'impulser l'activité
1087 de celui-ci. Il est une instance de travail essentielle pour la direction et l'impulsion de l'activité
1088 du parti. Il se dote de commissions dont les responsables sont élus en son sein. Ces
1089 commissions tirent leur mandat et leur légitimité du conseil national ; à ce titre, elles ont la

responsabilité de lui rendre compte régulièrement de l'avancée de leurs travaux et de contribuer à l'élaboration collective des orientations. L'expérience du dernier mandat a montré que le nombre particulièrement important de conseillers nationaux n'a pas permis de faire du conseil national une instance pleinement efficace, tournée vers l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre des décisions collectives. Or, chaque conseiller national doit pouvoir prendre toute sa place dans l'élaboration des choix stratégiques du parti comme dans leur traduction concrète dans l'activité. À l'issue de ce congrès, le conseil national sera donc volontairement resserré afin de renforcer son efficacité, de favoriser l'implication réelle de chacun de ses membres et d'en faire un véritable lieu d'impulsion politique, de travail collectif et de suivi de l'action du parti. Le conseil national doit mettre à disposition des fédérations des outils leur permettant d'assurer leur fonctionnement, faciliter leur organisation et alimenter le débat politique.

3.3.4. Valoriser le lien aux élus

À l'issue de ces élections municipales, le PCF reste la troisième force politique en nombre d'élus. Cette position démontre l'ancrage local et territorial du Parti communiste. Chaque élu constitue un point d'appui pour permettre au parti de rayonner, de s'ancrer dans les luttes, d'en être le porte-voix et de mener des actions concrètes au service des populations.

Les élus communistes et républicains travaillent, dans la diversité de leurs territoires et de leurs champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes en faveur d'une égalité réelle, de plus de justice sociale et d'une écologie populaire. Leur apport singulier constitue un point d'appui pour les populations, tout autant que pour les communistes.

Afin d'accroître l'influence du parti et de permettre d'amplifier l'action concrète et utile de ses élus, le PCF œuvre, à chaque élection, au renforcement du nombre d'élus locaux. Les directions du parti doivent également travailler à renforcer les liens réguliers entre les élus communistes et apparentés et les adhérents, à coordonner les batailles sur les propositions à défendre en commun dans le pays et dans les assemblées élues, ainsi que les liens entre les luttes menées par les élus et les campagnes du parti.

3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF

Les jeunes générations sont de plus en plus confrontées aux effets du capitalisme. Si les mécanismes d'exploitation qui les frappent relèvent des mêmes logiques que pour l'ensemble du monde du travail, ils prennent des formes spécifiques : stages mal ou non rémunérés, services civiques, contrats d'apprentissage et contrats courts. La sélection sociale instaurée par des dispositifs tels que Parcoursup et MonMaster, et la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche participent également à la reproduction de ces inégalités. Comme toutes les générations, la jeunesse est traversée par de profonds antagonismes de classe : les conditions d'accès à la formation, à l'emploi et à l'autonomie sont fortement déterminées par l'origine sociale, le niveau de diplôme ou encore le territoire.

Dès lors, la faiblesse de l'engagement au sein des organisations politiques chez les jeunes constitue un défi majeur. Alors même qu'ils subissent plus durement l'exploitation, beaucoup

demeurent éloignés des organisations politiques. Si une partie minoritaire de la jeunesse, principalement dans les centres urbains, est prête à s'engager ponctuellement pour des combats antiracistes, féministes, ou pour le climat, il existe une partie grandissante des jeunes séduits par les idées de l'extrême droite. Dans ce contexte, le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) et sa branche étudiante, l'Union des étudiants communistes (UEC) ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de leurs réalités quotidiennes et de leurs engagements afin de faire le lien avec les enjeux du combat de classe et de les ancrer dans leurs lieux de vie, d'étude et de travail.

L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix stratégique pour les communistes. Elle permet de développer des formes d'organisation, une campagne et des mots d'ordre adaptés aux réalités des jeunes afin de les gagner aux idées du communisme. Cette indépendance s'inscrit dans un lien politique étroit avec le PCF, qui travaille en complémentarité avec le MJCF et l'UEC à tous les échelons, et œuvre à renforcer leur structuration afin de développer la conscience de classe dans la jeunesse et de préparer les combats pour la transformation de la société.

3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants

Face à la montée de l'extrême droite, au matraquage idéologique et à la violence des affrontements politiques, le PCF doit plus que jamais former des cadres capables de s'approprier l'histoire du parti, les orientations stratégiques, les théories marxistes pour les mettre notamment au service de l'action militante quotidienne. Il s'agit de former des animateurs politiques, rompus à l'impulsion collective, à la bataille financière et à la transmission des gestes militants, afin de renforcer chaque structure locale et nationale. Cette exigence est d'autant plus cruciale que le PCF a toujours été un espace d'émancipation collective, un intellectuel collectif, offrant une formation politique à celles et ceux qui doivent affronter l'idéologie dominante. La situation politique nationale et internationale impose donc de faire de la formation des cadres une priorité absolue, pour faire émerger, d'ici le prochain congrès, une nouvelle génération de communistes armés pour les combats de demain. Pour ce faire, le conseil national organisera plusieurs débats en son sein afin d'adapter et répondre à cet objectif.

Un nombre croissant d'adhérentes et d'adhérents bénéficie de stages de formation, tant au niveau des sections qu'à l'échelon national. Le réseau de formateurs et formatrices s'est considérablement élargi, mais devra encore être renforcé afin de répondre à l'objectif d'organiser des stages de formation dans l'ensemble des fédérations. Parallèlement au développement des formations locales, le PCF poursuivra la structuration de parcours de formation visant à accompagner au mieux chaque adhérent et futur cadre dans l'exercice de ses responsabilités. Ces parcours permettront de mettre à disposition différents modules de formation tout au long de l'engagement militant. À ces parcours seront adossées des formations spécifiques destinées aux directions du parti. Les stages cadres nationaux du parti se poursuivront. Les stagiaires seront choisis conjointement par les fédérations et la Vie du

1168 Parti afin d'harmoniser les profils présents à ces stages et de proposer des contenus en
1169 adéquation avec les besoins identifiés.

1170 L'ambition de conquête des pouvoirs et les objectifs politiques fixés rendent indispensable la
1171 mise en œuvre d'une politique des cadres et d'une politique de formation volontaristes.
1172 Celles-ci devront nécessairement intégrer une dimension féministe. La politique des cadres
1173 correspond aux efforts conduits par les directions fédérales et nationales pour accompagner
1174 les dirigeantes et dirigeants communistes dans l'exercice de leurs responsabilités, anticiper
1175 et impulser les renouvellements de direction, accompagner les militantes et militants appelés
1176 à exercer des responsabilités et répondre aux besoins du parti. L'accompagnement des élus
1177 communistes est assuré par la Coopérative des Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et
1178 Citoyen·ne·s. Le choix des candidates et candidats relève des élus, des fédérations, des
1179 sections, et du secteur Élections, avec l'appui de la Vie du Parti.

1180 ***3.3.7. Poursuivre la bataille financière***

1181 Le renforcement du PCF suppose de mettre pleinement ses moyens au niveau de ses
1182 ambitions politiques. L'objectif de soutenir l'action de l'ensemble de l'origination, d'être
1183 présent à toutes les élections, de porter des campagnes nationales et de développer des
1184 capacités d'analyse et de proposition implique de consolider les ressources du parti.

1185 Cette ambition repose sur ce qui fait la singularité du parti : un financement populaire et
1186 militant. La cotisation – premier devoir de tout adhérent, fixée statutairement à un minimum
1187 de 1 % du revenu – les souscriptions, le reversement des indemnités des élus en constituent
1188 le socle et l'originalité. Leur développement suppose que les directions, à tous les niveaux,
1189 s'en saisissent durablement afin de renforcer l'organisation et l'influence des idées
1190 communistes dans la société. La bataille de la cotisation est une des priorités de l'ensemble
1191 des directions du parti.

1192 Dans un contexte politique marqué par la progression de l'extrême droite, consolider les
1193 moyens patrimoniaux, humains et financiers du parti est également essentiel. Leur usage doit
1194 répondre à une priorité : permettre le militantisme efficace de tous les communistes et
1195 renforcer leurs capacités d'intervention dans les luttes et les batailles d'idées.

1196 ***3.3.8. Améliorer la communication***

1197 Depuis le 38^e Congrès, le PCF a renouvelé sa charte graphique et développé de nouvelles
1198 pratiques de communication. La participation aux échéances électorales nationales a
1199 contribué à renforcer la visibilité de nos propositions et de nos candidatures. La
1200 communication nationale s'est donc considérablement améliorée. La prochaine étape doit
1201 permettre la déclinaison locale de ces avancées. D'ici au prochain congrès, un travail
1202 d'harmonisation et de cohérence devra être mené afin de mieux articuler les campagnes
1203 nationales avec les initiatives locales et de valoriser davantage l'action des élus et des cadres
1204 du parti. La visibilité des directions et de leurs porte-parole, doit également être renforcée
1205 dans le respect de la parité. L'émergence de dirigeantes et dirigeants identifiés dans les
1206 grandes régions permettra de mieux diffuser les idées communistes au plus près des réalités

1207 territoriales, de renforcer la réactivité dans les combats locaux, et de mieux organiser les
1208 interventions publiques du parti.

1209 Le congrès donne mandat au conseil national pour réfléchir aux nouvelles formes et
1210 techniques de communication et à la manière dont le PCF peut se les approprier dans toutes
1211 ses campagnes et à tous les échelons.

1212 ***3.3.9. Développer nos médias et nos revues***

1213 L'Humanité est un bien commun. Entre les communistes, leur journal et leur Fête s'est
1214 construit un lien particulier, fait d'attachement profond, de soutien financier et d'attentes
1215 fortes. L'Humanité et L'Humanité Magazine doivent être des outils pour aller à la rencontre
1216 de la population lors des diffusions militantes. Cela suppose un renforcement du dialogue
1217 entre communistes et équipe de rédaction.

1218 L'objectif est de faire de chaque militant du PCF un lecteur, et un agent de promotion du
1219 journal, que les communistes puissent se nourrir du journal afin de les aider dans leurs
1220 combats et leurs analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet
1221 objectif.

1222 Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes, les
1223 mensuels, les hebdomadaires et le quotidien La Marseillaise, sont des précieux points d'appui
1224 pour faire rayonner les idées communistes dans la proximité alors que le paysage médiatique
1225 est toujours plus marqué par la concentration. Les développer, en papier comme en
1226 numérique, est un objectif prioritaire. Pour cela, le PCF engagera la bataille de la lecture, de
1227 la diffusion et de l'abonnement.

1228 De même, les revues du parti et les revues amies, outils irremplaçables de formation, de
1229 réflexion et de mobilisation, doivent être défendues, développées et diffusées massivement.
1230 Elles constituent des espaces de résistance intellectuelle et de contre-pouvoir. Elles sont des
1231 leviers pour approfondir l'analyse marxiste, nourrir les débats stratégiques et renforcer
1232 l'unité d'action des communistes.